

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

La revitalisation de la CEEAC dé

EN visite de travail et d'amitié hier à Libreville, le président angolais, João Manuel Goncalves Lourenço, s'est longuement entretenu avec son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba sur les questions sous-régionales d'ordre commun, non sans évoquer la coopération bilatérale et multisectorielle.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

"FAIRE de l'Afrique un continent uni, riche et prospère" tel semble désormais être le leitmotiv, mieux l'ambition de la diplomatie gabonaise. En effet, plus un jour ou presque ne passe sans que cette dernière n'œuvre dans ce sens. Le séjour, hier, en terre gabonaise du président angolais, João Manuel Goncalves Lourenço en est la preuve. Ce dernier, pour des contraintes de calendrier, n'ayant pas pu participer à la IXe Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernements de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) qui s'est déroulée dans la capitale gabonaise le 18 décembre dernier, a évoqué le sujet avec son homologue gabonais lors de leur entretien.

"Le président João Manuel Goncalves Lourenço s'est déplacé pour rencontrer son frère et homologue, Ali Bongo Ondimba dans le cadre des bonnes relations d'amitié, de coopération et de solidarité entre le peuple angolais et gabonais(...). Il a profité de cette occasion pour échanger avec son homologue sur des sujets, pas uniquement bilatéraux mais aussi sur l'actualité régionale. compte tenu du fait que nous appartenons tous à la CEEAC", a déclaré Manuel Augusto, ministre angolais des Affaires étrangères, au sortir de la rencontre entre les deux chefs d'État.

C'est dire donc toute l'importance de la réforme institutionnelle de la CEEAC, actée au dernier sommet des chefs d'État et de gouvernements. Objectif: implémenter les décisions dudit sommet, c'est du moins ce qu'a laissé entendre

le patron de la diplomatie angolaise. Outre l'intégration sous-régionale, la place de l'Afrique dans l'Organisation des Nations unies (Onu) constitue une autre préoccupation d'Ali Bongo Ondimba et de son

«L'Angola en tant que pays mais également membre de l'Union Africaine (UA) a une position sur la réforme du système des Nations unies, notamment de son Conseil de sécurité. (...)

hôte angolais. "L'Angola en tant que pays mais également membre de l'Union africaine (UA) a une position sur la réforme du système des Nations unies, notamment de son Conseil de sécurité de l'Onu. L'Afrique demande deux places de membres permanents. Toutefois, c'est un processus qui ne dépend pas seulement de l'Afrique. Il y a des négociations en cours entamées il y a plus d'une dizaine d'année", a-t-il précisé. Un travail, pour ne pas dire un combat de longue haleine, que comptent mener à terme les dirigeants africains. "Même les pays membres permanents du conseil vont se rendre compte qu'il faut ouvrir parce que le système actuel a été basé sur les résultats de la Seconde guerre mondiale. Il y a une nouvelle réalité, tous les grands pays veulent s'allier à l'Afrique. Ca veut dire qu'ils reconnaissent l'importance de l'Afrique, présenté comme le continent de l'avenir", a déclaré sans ambages Manuel Augusto.

Bien que leurs pays ne disposent pas d'une coopération bilatérale dans le secteur pétrolier, la crise économique consécutive à la baisse du prix du baril de pétrole a également été évoquée par les deux hommes d'État. Normal, vu que le Gabon et l'Angola sont tous deux producteurs de "l'or noir". À noter que ces deux pays sont également membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (l'OPEP). Les deux présidents ont ainsi partagé leurs expériences inhérentes à la diversification de leurs économies. "Nos deux pays sont plus ou moins dépendants de cette commodité. En Angola et au Gabon, il existe une stratégie de diversification de l'économie pour réduire cette dépendance d'un produit très volatile", a souligné le ministre angolais des Affaires étrangères. Autre similitude entre les deux États, l'actuelle traque contre les détournements de deniers publics (Lire ci-dessous).



Photo: DR

poignée de main entre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et son ho

LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Afrique Centrale

LANGUE

Portugais

HYMNE

Angola Avante

DATE DE L'INDÉPENDANCE

11 Novembre 1975

CAPITALE

Luanda

SUPERFICIE

1 246 700 km²

POPULATION

29,78 millions (2017)

DENSITÉ

24 hab/Km²

PRINCIPALES RESSOURCES MINIÈRES

Pétrole, gaz, diamants, fer, cuivre, manganèse

MONNAIE

Kwanza

battue par les deux chefs d'États

Convergence de vues

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE Gabon et l'Angola entretiennent des relations bilatérales depuis plusieurs décennies. À ce titre, les deux pays ont des points de vue communs sur un certain nombre de sujets dans la sous-région et sur le plan international. Notamment, les questions de paix et de sécurité. C'est d'ailleurs à cet effet qu'une délégation angolaise avait participé aux travaux de la 21^e réunion du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (l'UNSCAC). Et aux rencontres et sommets organisés par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en 2015, 2016, 2017 et 2019. Aussi, partagent-ils des vues sur la résolution de la crise en République centrafricaine (RCA), la piraterie et sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, l'intégration sous-régionale, la lutte contre le terrorisme, contre les changements climatiques, etc. Soulignons que, depuis



Photo: DR

Les deux chefs d'Etat échangeant sur les questions brûlantes de l'heure.

Soulignons que, depuis quelques années, le Gabon et l'Angola ont décidé de relancer leur coopération.

entre réalisées jusque-là. Il s'agit de l'organisation d'une réunion entre experts des deux pays dans

quelques années, le Gabon et l'Angola ont décidé de relancer leur coopération. De ce point de vue, deux principales actions de renforcement ont été identifiées depuis 2016 mais n'ont pu

le but de faire l'état des lieux de la coopération, avant la tenue de la commission mixte de coopération et la programmation d'une visite à Luanda dans le cadre des concertations sur l'extension du plateau international.

À ce jour, les deux parties ont comme problématique, dite d'urgence à court terme, la signature de l'accord sur les consultations diplomatiques. Une question qui a certainement été au cœur des échanges entre les deux chefs d'État (Lire ci-contre).



mologue angolais João Manuel Gonçalves Lourenço

En guerre contre la corruption

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

TOUT comme Libreville, Luanda mène actuellement une lutte sans merci contre la corruption. Ce qui n'est que la traduction de la volonté fortement affirmée des chefs d'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, et angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, de mettre un terme à un fléau qui n'a que trop gangrené leurs pays respectifs, en altérant leur développement. Dans la capitale gabonaise, l'opération anti-corruption "Scorpion" en cours a permis,



Photo: DR

à ce stade, de mettre à l'ombre un certain nombre de personnalités politiques et hauts fonctionnaires soupçonnés, entre autres, de détournement de deniers publics et blanchiment d'argent. À Luanda, ce sont certains membres de la famille de Jose Eduardo dos Santos,

prédécesseur de João Manuel Gonçalves Lourenço, qui sont, ces derniers temps, dans le collimateur de la justice. Notamment sa fille et ses fils qui sont accusés d'avoir détourné, à leur profit personnel, des deniers publics.

En tout cas, dans les deux capitales, les opérations de lutte contre la corruption bénéficient d'un soutien populaire indéniable. Tant les Gabonais et les Angolais y voient également la volonté des plus hautes autorités de leurs pays respectifs de moraliser la vie publique à travers l'instauration de la bonne gouvernance.